

La mémoire a-t-elle sa place dans un Québec moderne?

Seule la mémoire canadienne-française rend compréhensible l'existence d'une communauté politique québécoise

JOSEPH YVON THÉRIAULT

L'AUTEUR EST SOCIOLOGUE À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA ET DIRECTEUR DU CIRCEM (CENTRE INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHE SUR LA CITOYENNETÉ ET LES MINORITÉS)

Faut-il tuer le Canada français pour que surgisse un Québec pluraliste, accueillant et ouvert à l'Autre? Question doublement saugrenue. N'est-ce pas poser sous forme interrogative ce qui fut la trame effective de l'histoire intellectuelle du Québec depuis la Révolution tranquille : construire la référence québécoise à travers la critique – la mort – du Canada français? N'est-ce pas encore, plus fondamentalement, exiger qu'une communauté se départisse de sa mémoire de manière à accueillir l'Autre?

Que reste-t-il du Canada français?

Comme réalité factuelle, la question du Canada français ne se pose pas. Il fut la référence culturelle par laquelle la nation française d'Amérique s'est représentée et structurée pendant un siècle : des rébellions de 1837-38 à la Révolution tranquille. Puis, à cette référence canadienne-française, s'est substituée la référence québécoise. Ceci est un fait historique et l'histoire ne se refait pas. Personne d'ailleurs ne propose aujourd'hui de revenir au Canada français d'antan. Certes, la référence canadienne-française persiste dans certains milieux de la francophonie hors Québec ou encore chez quelques politiciens fédéralistes canadiens. Dans les deux cas, cependant, il ne s'agit plus d'une référence à l'idée d'une nation – la nation française d'Amérique – mais à celle de minorités ou de collectivités de « parlants français ».

Or, la question du Canada français se pose autrement. Je suis d'ailleurs de

ceux qui pensent qu'elle est incontournable, car poser la question du Canada français dans le Québec contemporain, c'est avant tout poser la question de la place de la mémoire dans la construction des communautés politiques. L'existence d'une communauté politique repose sur quelque chose de plus que l'addition des volontés particulières ou la soumission à une même règle de droit. Elle nécessite l'adhésion à une culture politique qui, au-delà des différences, fait que la discussion publique puisse s'attaquer à des dimensions substantielles de la vie commune. L'absence de culture politique commune conduirait, au pire, à maintenir la parole publique dans un état de nature cacophonique; au mieux, à nouer des relations citoyennes purement procédurales ou utilitaires.

L'existence d'une communauté politique exige la référence à une mémoire qui inscrit celle-ci dans le temps. S'il est admis que les mémoires sont mouvantes, largement soumises aux impératifs politiques du présent, il ne faut pas en conclure que l'on peut se donner les ancêtres que l'on souhaite. Les mémoires modernes ne sont pas de simples récits, elles reposent sur des interprétations crédibles de faits. D'où la place centrale de l'histoire dans la construction de la mémoire nationale.

La seule mémoire crédible au projet québécois

Il s'avère que la seule mémoire crédible au projet québécois, c'est-à-dire au projet de faire du Québec une communauté politique – que cela passe par la souveraineté nationale ou la société distincte – soit celle du Canada français.

Certes, il existe d'autres récits crédibles : celui du « Canada » qui réduit la question du Québec à un régionalisme provincial exacerbé par un sentiment ethnique; celui de l'américanité qui, en exaltant la culture d'hybridité et de recommencement des sociétés neuves, n'arrive plus à distinguer le projet québécois du projet états-unien. Il existe donc d'autres récits crédibles pour comprendre l'existence d'un espace québécois, mais seul le récit canadien-français rend compréhensible l'existence d'une communauté politique québécoise et son projet de faire société.

On peut faire au moins deux constats des réflexions qui précèdent. Premièrement, l'abandon du Canada français dans la construction contemporaine de l'identité québécoise a eu comme résultat de réduire la question du Québec à celle d'un régionalisme marchand – les intérêts du Québec – et, par conséquent, de stimuler la floraison de projets séparatistes au sein de la communauté politique – les sécessionnistes du *West Island*. Deuxièmement, l'effacement du Canada français, de façon à présenter un projet québécois, à « coefficient d'ethnicité zéro », appuyé sur les seules valeurs universalistes de la modernité, a eu comme effet de rendre insipide, autant pour l'immigrant récent que pour les membres des communautés culturelles, la proposition d'intégrer la communauté politique québécoise. Car, sans l'existence d'une communauté d'histoire qui tire son épaisseur du Canada français, le projet québécois se voit réduit à une question d'intérêts et de procédures. Devant cette vacuité, on peut comprendre le peu d'emballement des citoyens qui ne sont pas d'héritage canadien-français d'y adhérer. À quoi s'intégreraient-ils donc qui n'existe pas déjà dans les communautés politiques canadienne et américaine? ●